



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2023-169

08/03/2023

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 3

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (FAM ; MOM) 3 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Oérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation « rénovation des vergers et cidre »

Date limite de candidature : 30/03/2023

- 1 poste de directeur.rice général.e adjoint.e

Date limite de candidature : 24/03/2023

Ministère chargé des outre-mer-Direction générale des outre-mer :

- 1 poste de chargé.e de mission développement agricole des outre-mer

Date limite de candidature : 30/03/2023

L'adjoint au sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

DUCHESNE Guillaume

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire instruction liquidation « Rénovation des vergers et cidre »

Direction des Interventions

Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

Unité Aides aux Exploitations et Expérimentation

N° appel à candidature : 23541

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des secrétaires administratifs

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant

Localisation : MONTREUIL

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002

93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, a pour mission de :

- favoriser la concertation au sein des filières,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés.

FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basé dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF)

La direction des interventions de l'établissement assure la mise en place, le paiement et le contrôle des aides

publiques, tant nationales qu'européennes, aux filières agricoles végétales et animales ainsi qu'à la pêche et à l'aquaculture. Ces aides peuvent être récurrentes ou ponctuelles, en cas de crise notamment.

Au sein de la direction, le service « soutien, investissement et innovation dans les filières » (SIIF) est composé de 3 unités et regroupe environ 45 agents permanents.

L'unité « aides aux exploitations et expérimentation », composée de 25 personnes, contribue à la définition et pilote la mise en œuvre de dispositifs d'aide aux investissements pour les exploitations du secteur agricole dans le cadre de programmes nationaux et européens.

Organisée en 5 pôles, l'unité est chargée :

- des appels à projets « innovation » sur crédits CASDAR dans le cadre du Programme National de Développement Agricole et Rural (PNDAR) ;
- des mesures européennes d'innovation dans le cadre du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP) ;
- des dossiers d'aide nationale liés à l'amélioration de la génétique dans le domaine de l'élevage ;
- des dossiers d'aide nationale liés à la rénovation des vergers et à la filière cidricole ;
- de plusieurs mesures d'aide issues des plans d'intervention gouvernementaux (plan de relance, plan de résilience européen, programme France 2030) pour accompagner les investissements nécessaires à la modernisation des exploitations agricoles.

Objectifs du poste :

En lien avec le responsable du pôle « Rénovation des vergers et cidre » et deux autres gestionnaires, le titulaire du poste contribue, à l'instruction et au paiement des aides versées dans le cadre des dispositifs suivis au sein du pôle.

Le dispositif d'aide à la rénovation des vergers est un appel à projets mis en œuvre tous les ans et qui a pour objectif d'accompagner la plantation de vergers (plantation nouvelle ou renouvellement). Il concerne une vingtaine d'espèces fruitières (abricot, cassis prune...).

Le dispositif cidre est également un appel à projets qui permet d'accompagner les plantations (création ou renouvellement) pour les fruits à cidre.

Missions et activités principales :

- Gestion et Instruction des demandes d'aides des dispositifs du pôle : vérification de la complétude et de l'éligibilité des demandes, calcul de l'aide prévisionnelle, notification des décisions d'octroi
- Gestion, instruction et liquidation des demandes de paiement des dispositifs du pôle : vérification de la complétude et de l'éligibilité des demandes, calcul de l'aide octroyée, liquidation et ordonnancement des demandes
- Contacts et échanges inhérents au traitement des demandes d'aide et de paiement

Relations fonctionnelles du poste :

Demandeurs d'aide (exploitants agricoles, techniciens des Organisations de Producteurs) et pépiniéristes

Au sein de FranceAgriMer :

- autres pôles de l'unité
- unité Contrôles
- Agence comptable

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Techniques de rédaction administrative

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les applications métiers

<ul style="list-style-type: none"> - Notions de gestion budgétaire et comptable 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre une procédure, une réglementation - Analyser une information, un document, une réglementation - Organiser son activité afin de maîtriser les délais - Méthode, rigueur et sens de l'analyse - Aptitude au travail en équipe -
--	--

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ :	Oui	Non	⊗
--------------------------------	-----	-----	---

Poste à caractère sensible² :	Oui	Non	⊗
---	-----	-----	---

Poste à privilèges³ :	Oui	Non	⊗
---	-----	-----	---

Personnes à contacter

Charlotte Voisine, cheffe du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières

☎ : 01.73.30.21.71 ✉ : charlotte.voisine@franceagrimer.fr

Benoît Martial-Mingot – adjoint à la cheffe de l'unité « aides aux exploitations et expérimentation »

☎ : 01.73.30.23.62 ✉ : benoit.martial-mingot@franceagrimer.fr

Cyril Espenan – responsable du pôle « rénovation des vergers et cidre »

☎ : 01.73.30.28.68 ✉ : cyril.espenan@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01.73.30.22.35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueil.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,

Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement appuie également le développement à l'international du secteur agricole et agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTEUR (DIRECTRICE) GENERAL(E) ADJOINT(E)

N° appel à candidature : 23542

Catégorie : A+

Cotation parcours professionnel : 3+

Cotation Groupe RIFSEEP : G1

Poste vacant au 1^{er} avril 2023

Localisation : Siège de FranceAgriMer – Immeuble Arborial –
12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche ;
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique ;
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés ;
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer regroupe près de 1 000 collaborateurs, répartis au siège de l'établissement à Montreuil, dans les délégations nationales de Libourne (33), La Rochelle (17) et Volx (04) ainsi qu'au sein des 13 directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) métropolitaines.

Objectifs du poste

Le/la directeur/directrice général/e adjoint/e participe, aux côtés de la directrice générale, à la définition et au pilotage des orientations et actions de l'établissement, dans le cadre du contrat d'objectif et de performance de l'établissement, dont la reconduction pour les années 2024-2027 doit intervenir au cours des prochains mois. Il/elle assiste et supplée la directrice générale dans l'exercice de ses fonctions et peut se voir confier par elle des missions propres.

Missions et activités principales

Le/la directeur/directrice général/e adjoint/e participe à l'animation de l'équipe de direction et plus largement, de l'encadrement de l'établissement, il/elle représente la directrice générale, en tant que de besoin, auprès des tutelles, des partenaires institutionnels de l'établissement, des responsables professionnels des filières agricoles et de la pêche. Il/elle conseille et assiste la directrice générale dans l'ensemble de ses missions.

Il/elle assure en propre le pilotage de la Mission filières, chargée de la concertation entre professionnels et pouvoirs publics

Relations fonctionnelles du poste

Tutelles (cabinets et directions d'administration centrale), responsables professionnels des filières agricoles et de la pêche, dirigeants d'autres établissements publics sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture, directeurs des DRAAF, C3OP, CICC, DGCS.

Compétences requises pour le poste

Savoirs / Connaissances

- Connaître les secteurs d'activité couverts par l'établissement, ainsi que les politiques publiques les concernant ;
- Une expérience concrète et réussie de la relation avec les professionnels est un pré-requis ;
- Une expérience du fonctionnement d'un établissement public serait appréciée.

Savoir-faire / Maîtrise

- Expérience solide et réussie de direction de haut niveau (administration centrale ou déconcentrée, établissement public..) ;
- Aptitudes éprouvées à la négociation ;
- Sens de l'écoute et du dialogue ;
- Capacité à arbitrer.

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Christine AVELIN, Directrice générale / Tél : 01.73.30.20.50

christine.avelin@franceagrimer.fr

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 24 mars 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

FICHE DE POSTE

Tous les items doivent obligatoirement être remplis

Intitulé du poste :

Chargé.e de mission développement agricole des outre-mer

Ministère chargé des outre-mer

Direction générale des outre-mer

-

Les données de cet encadré sont non publiées

Poste vacant : Oui Non (si non indiquer dans motif « Mobilité envisagée »)

Date de vacance de l'emploi : 1^{er} mai 2023

Motif de la vacance : Mutation

Nom du titulaire : Mme Marjorie DEROI

Domaine fonctionnel : Agriculture

Type de poste : Administratif

Catégorie statutaire : Catégorie A

Corps : : attaché d'administration de l'Etat ou IPEF ou ISPV

Si poste emploi fonctionnel ou EFR :

EFR-CAIOM

EFR-Permanent

CAIOM - Tremplin

Emploi-fonctionnel de la filière technique, sociale ou SIC

Le poste est-il ouvert aux contractuels ? Oui Non

Titre III du Livre III du Code général de la fonction publique (anciennement loi n°84-16 du 11 janvier 1984), cocher le ou les article(s) sur le(s)quel(s) s'appuie le recrutement sur contrat :

<input type="checkbox"/> 1° de l'article L332-2 (anciennement 1° de l'article 4)	<input type="checkbox"/> Article L332-4 (anciennement article 6 bis)	<input type="checkbox"/> Article L332-22 (anciennement article 6 sexies)
<input checked="" type="checkbox"/> 2° de l'article L332-2 (anciennement 2° de l'article 4)	<input type="checkbox"/> Article L332-6 du CGFP (anciennement article 6 quater)	<input type="checkbox"/> Article L332-24 (anciennement article 7 bis)
<input type="checkbox"/> Article L332-3 du CGFP (anciennement article 6)	<input type="checkbox"/> Article L332-7 (anciennement article 6 quinquies)	

Description du poste

Attention cet encadré doit comprendre au maximum 3 000 caractères

Groupe RIFSEEP : 3

Vos activités principales :

L'agriculture est un secteur pourvoyeur d'un nombre important d'emplois dans les outre-mer marquées par un niveau de chômage très élevé. Alors que les filières dites « traditionnelles » d'exportation génère de nombreux emplois et continuent encore de structurer l'activité agricole, l'objectif d'accroissement du taux de couverture des besoins alimentaires par la production locale s'est accompagné d'un financement croissant des cultures dites de « diversification ».

Dans ce contexte, vos missions consistent notamment, en propre à :

- formuler des propositions pour améliorer le cadre d'accompagnement des filières de diversification en faveur d'un renforcement de l'autonomie alimentaire ;
- promouvoir le développement des filières à haute valeur ajoutée) ;
- assurer un suivi de la politique forestière et relative au foncier agricole en outre-mer
- participer à la tutelle d'établissement public et suivre l'usage des crédits du MOM affectés au développement de l'agriculture en Outre-mer.

Mais aussi, de manière transversale :

- Participer à la conception et au suivi du POSEI dans toutes ses composantes européennes et nationales, en tant que cotutelle avec le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) ;
- vérifier la compatibilité des mesures avec la réglementation des aides d'état ;
- Assurer en lien avec le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, le suivi du 2nd pilier de la PAC en outre-mer (FEADER) ;
- solliciter les directions du ministère du MASA, en tant que de besoin, sur les sujets de sécurité sanitaire et phyto sanitaires (DGAL) et de recherche (DGER).

Pour toutes ces missions, vous travaillerez en lien étroit avec vos interlocuteurs au sein de l'administration et des organisations professionnelles.

Votre environnement professionnel :

• Activités du service

La **sous-direction des politiques publiques** participe, avec les autres ministères compétents, à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques spécifiques à l'outre-mer. Elle propose les adaptations des politiques nationales liées aux particularités de l'outre-mer. Elle coordonne la politique contractuelle de l'État dans les départements et régions d'outre-mer et veille à sa cohérence avec les politiques et programmations de l'Union européenne. Elle contribue à la mise en œuvre outre-mer des politiques européennes de cohésion économique, sociale et territoriale et assure la coordination interministérielle des investissements de l'Etat outre-mer. Enfin la sous-direction des politiques publiques veille à la prise en compte du développement durable dans les politiques publiques conduites outre-mer. Elle comprend 6 bureaux.

Les missions du **bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes** sont animées en coordination avec les autres services de la DGOM, les ministères en charges du domaine, les instituts scientifiques, les services déconcentrés et les acteurs territoriaux. Elles visent à adapter l'action de l'Etat aux spécificités des territoires ultra-marins dans les domaines agricole (politique agricole commune), rural,

maritime (pêche, aquaculture et politique maritime nationale, de l'Union Européenne et enceintes multilatérales).

- **Composition et effectifs du service**

Le chef de bureau A+/A, un adjoint A et 5 chargés de mission de catégorie A

- **Liaisons hiérarchiques**

Le chef de bureau et son adjoint.

- **Liaisons fonctionnelles**

Au sein de la direction générale : les autres bureaux de la sous-direction des politiques publiques (SDPP), la sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles (SDAJI), la sous-direction de l'évaluation, de la prospective et de la dépense de l'Etat (SDEPDE).

En externe : les ministères de l'agriculture, de l'environnement, du budget, le SGAE notamment. Les services territoriaux de l'État et organismes compétents, socioprofessionnels et le monde associatif relevant des domaines couverts.

Descriptif du profil recherché

Attention cet encadré doit comprendre au maximum 3 000 caractères

Vos compétences principales mises en œuvre (listes déroulantes)

Connaissances techniques

Connaître l'environnement professionnel

niveau expert

requis

Avoir des compétences juridiques

niveau maîtrise

requis

Connaissance technique au choix

choix liste

choix liste

Savoir-faire

Savoir appliquer la réglementation

niveau maîtrise

requis

Savoir analyser

niveau maîtrise

requis

Savoir s'organiser

niveau maîtrise

requis

Savoir-être**savoir s'adapter**

niveau maîtrise

requis

savoir communiquer

niveau maîtrise

requis

Savoir-être au choix

choix liste

choix liste

Vos perspectives :

L'expérience acquise sur ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions supérieures et pourra être valorisée au sein de structures interministérielles.

Durée attendue sur le poste : 3 ans

Conditions particulières d'exercice

Attention cet encadré doit comprendre au maximum 1 500 caractères

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions :

Vous exercez vos missions sur la base de l'horaire habituel des personnels de l'administration centrale. Le cas échéant, en fonction des besoins dans le cadre des travaux menés, il peut être prévu une mission de terrain sur un territoire.

Qui contacter ? Indiquer les coordonnées ou adresse mail des personnes à contacter

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Mme Isabelle RICHARD, sous-directrice des politiques publiques – isabelle.richard@outre-mer.gouv.fr

M. Oudi SERVA, chef du bureau – 01 53 69 25 44 – oudi.serva@outre-mer.gouv.fr

M. Loïc BIWAND, adjoint au chef du bureau – 01 53 69 26 96 – loic.biwand@outre-mer.gouv.fr

- M. Stéphan GABRIELLI, chef du bureau des ressources et de la coordination - 01.53.69.24.15 - brc-mobilite@outre-mer.gouv.fr.

Liste des pièces requises pour déposer une candidature :

Voir le formulaire unique de demande de mobilité/recrutement disponible à ces adresses :

Personnels du ministère de l'Intérieur

<http://ressources->

humaines.interieur.ader.gouv.fr/images/Mobilite_2022/Formulaire%20mobilit%C3%A9%20avec%20PSA.docx

Personnels externes

<https://www.interieur.gouv.fr/content/download/130980/1041719/file/formulaire-mobilite-avec-psa.docx>

Temps plein : **Oui** **Non**

Informations complémentaires**Localisation administrative et géographique / Affectation :****Direction générale des outre-mer (DGOM) – Ministère chargé des outre-mer**Adresse : 27 rue Oudinot / 57 boulevard des Invalides – Paris 7^{ème}

Métro : St François-Xavier ou Duroc – Autobus : Oudinot 82, 87, 92, hôpital Necker 28, 39, 70

Emploi fonctionnel (codification RMFP pour publication) :

Vous trouverez le référentiel RMFP sous le lien suivant :

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/biep/repertoire-interministeriel-des-metiers-de-letat>**Code fiche de l'emploi type 1 (RMFP) :****Si plusieurs emploi type, temps de travail sur emploi-type 1 :****Code fiche de l'emploi-type 2 (RMFP) :****Temps de travail sur emploi-type 2 :****Emploi fonctionnel (codification REMI indispensable pour la prise d'acte dans D2)**

Vous trouverez le référentiel REMI sous le lien suivant :

http://ressources-humaines.interieur.ader.gouv.fr/images/mgmrh/Page_mgmrh/Referentiel_des_emplois_version_2011_modifiee_12_fevrier_2015_copie.pdf**Code fiche de l'emploi type 1 (REMI) :****Si plusieurs emploi type, temps de travail sur emploi-type 1 :****Code fiche de l'emploi-type 2 (REMI):****Temps de travail sur emploi-type 2 :**Télétravail possible : **Oui** **Non** Management : **Oui** **Non**

Date de mise à jour de la fiche de poste : 15/02/2023